

Quelques réflexions à propos des « crimes sexuels », et de la problématique de L'INTERDIT DE L'INCESTE. Depuis la parution du livre de Camille Kouchner, et de toutes les manifestations rappelant les crimes sexuels, je m'interroge sur notre société, et je regrette profondément que nos collègues psychanalystes qui sont connus des médias, n'interviennent pas pour rappeler la Loi de l'interdit œdipien. J'ai été confronté voici 40 ans dans ma consultation de l'hôpital Sainte-Anne à des cas d'inceste que j'ai entrepris de soigner ; depuis cette époque j'ai toujours eu des cas d'inceste ou d'agression sexuelle parentale, mais ils ne représentaient que très peu de patients ou de patientes par rapport aux pathologies somatiques que je soignais. Je condamne très fortement tous les crimes sexuels commis vis-à-vis des enfants et des préadolescents, et je suis tout à fait d'accord sur leurs punitions bien entendu. Pour nous psychanalyse, notre devoir est toujours de protéger les enfants.

Je m'interroge cependant sur l'interdit œdipien qui, pour le moment, est respecté par la quasi-totalité des familles de notre pays. Les fantasmes de désir œdipien existent chez tous les êtres humains, et je suis tout à fait triste de constater que les discussions politiques ne se réfèrent jamais à l'interdit œdipien que nos ancêtres ont respecté au cours de plusieurs milliers d'années, ce qui a permis à notre humanité de survivre. Il est important de rappeler qu'il y a une différence considérable entre les fantasmes œdipiens accompagnant le processus de maturation psychosexuelle et le passage à l'acte. Je réitère donc ma condamnation de ces quelques milliers d'être pervers qui passent à l'acte et qui doivent être condamnés.

Il semble cependant qu'il commence à y avoir un affaiblissement de cet interdit dans les sociétés, sans que j'en comprenne les raisons. Je n'ai pas lu d'analyse à cet égard, mais, dans notre pays, le nombre très élevé de passage à l'acte parents – enfants est très inquiétant. Je comprends fort bien les intentions des femmes et des hommes politiques de notre pays qui veulent voter des lois rappelant cet interdit.